

# AGENCE DES AIRES MARINES PROTEGEES

Bureau du conseil d'administration du 13 juillet 2010

## Point 8

**Délibération n°2010-6-B** portant approbation du bail relatif aux locaux du Parc naturel marin d'Iroise

Vu le code de l'environnement, notamment son article R. 334-8 ;

Vu la délibération n°2010-8 du Conseil d'administration, en date du 25 février 2010, portant approbation des délégations au bureau ;

Le quorum étant atteint ;

Sur présentation du directeur de l'établissement ;

### Article 1 :

Le bureau du Conseil d'administration approuve le bail relatif aux locaux du parc naturel marin d'Iroise conclu entre l'Agence des aires marines protégées et la communauté de commune du pays d'Iroise.

### Article 2 :

Le directeur de l'Agence des aires marines protégées est chargé de l'application de la présente délibération qui fera l'objet des mesures de publicité prévues par l'article R. 334-15 du code de l'environnement et notamment de la publication au recueil des actes administratifs de l'Agence.

Le Président du Conseil d'administration

  
Jérôme BIGNON

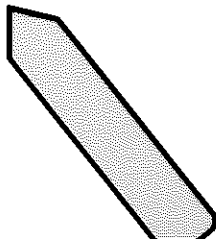
Le Directeur

  
Olivier LAROUSSINIE

Le commissaire du gouvernement

  
Philippe FERLIN

A Paris, le 20 septembre 2010



## RAPPORT DE PRESENTATION DE LA DELIBERATION N°2010-6-B

Lors de sa réunion du 14 décembre 2006, le conseil d'administration a donné délégation au bureau pour autoriser toutes acquisitions ou aliénation de biens immobiliers, ainsi que les baux et locations d'immeubles d'une durée supérieure à neuf ans (*en application de la faculté prévue par le 13° du i de l'article r. 334-8*).

Cette délégation a été renouvelée par le CA lors de la réunion du 25 février 2010 (délibération n° 2010-8).

Lors de la mise en place du parc naturel marin d'Iroise, le site du Conquet a été choisi pour installer le site central du Parc. Les locaux, qui accueillent l'équipe du Parc, appartiennent à la communauté de commune du pays d'Iroise, avec laquelle a été signé le 1<sup>er</sup> septembre 2008 un bail administratif d'une durée de 12 ans (cf. bail en pièce en annexe de la présente délibération).

L'article 1 a donc pour objet de régulariser l'approbation de ce bail par le bureau du conseil d'administration.

Tel est l'objet de la présente délibération que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation.